



Finance en Commun

Le 1^{er} sommet mondial des Banques Publiques de Développement

EN LIGNE

9-12
novembre
2020

**POUR DES
SOCIÉTÉS
RÉSILIENTES**
ET RESPECTUEUSES
DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	3
PRÉSENTATION DU SOMMET FINANCE EN COMMUN	4
PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE RECHERCHE "LA MAIN VISIBLE"	12
LE PROGRAMME DU SOMMET FINANCE EN COMMUN	15
LES ENGAGEMENTS SECTORIELS DES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT	19
EXEMPLES DE PROJETS	20

THE FINANCE IN COMMON SUMMIT

EDITORIAL

Rémy Rioux,
Président de IDFC,
Président du Sommet
Finance en commun



Le 12 novembre 2020, cinq ans après la COP 21 et à dix ans des Objectifs de développement durable (ODD), **les 450 banques publiques de développement du monde se réuniront, pour la première fois, dans le cadre du Sommet « Finance en Commun ».**

Ce Sommet inédit a été conçu avec une conviction : la crise provoquée par la pandémie covid-19 marque un moment de bascule. Il nous faut redoubler de forces pour poser les balises d'un avenir plus juste et plus résilient où l'urgence du court terme se réconcilie avec les enjeux de long-terme. Dans cette perspective, j'ai invité les banques publiques de développement à se rassembler pendant le Forum de Paris sur la Paix afin de montrer leur capacité à apporter un renfort immédiat face à la crise tout en préparant une relance durable, alignée sur l'Agenda 2030 dont nombre d'entre elles sont déjà les artisans.

Le Sommet « Finance en Commun » est aussi né d'une intuition : les banques publiques de développement ont un rôle déterminant à jouer pour résoudre l'équation du financement du développement durable. Ces institutions forment un vaste secteur financier qui peut être mobilisé pour agir et changer de cap en opérant à l'interface de la sphère publique et de l'initiative privée, des besoins de court-terme et des stratégies durables, du global et du local, de l'environnemental et du social. Elles œuvrent déjà en ce sens, fortes de leur poids financier équivalent à 10% des investissements réalisés chaque année par l'ensemble des acteurs publics et privés du monde – soit 2,5 trillions de dollars.

Enfin, le Sommet « Finance en Commun » répond à un besoin immense de coopération : dans un monde en proie à un déficit de coordination, le multilatéralisme doit être renforcé et renouvelé. Cet impératif de coopération est au cœur des actions menées par les banques publiques de développement en quête d'impacts sur la planète et les citoyens. Partout dans le monde, au plus près du terrain, elles sont à la recherche de solutions durables et fonctionnent en plateformes au service de leurs gouvernements, et avec les collectivités locales, les acteurs du secteur privé, les philanthropes et les organisations de la société civile.

Les **banques publiques de développement peuvent ainsi accompagner la transformation urgente de nos économies en contribuant à réorienter le secteur financier.** C'est la raison d'être du Sommet « Finance en Commun » qui permettra, je l'espère, aux banques publiques de développement de faire coalition pour contribuer, toutes ensemble, à lutter contre le changement climatique et à atteindre les ODD.

LES ORGANISATEURS

DU SOMMET FINANCE EN COMMUN

Sous le haut patronage de M. Emmanuel Macron, Président de la République française, et avec la participation du Secrétaire général de l'ONU M. António Guterres, le Sommet Finance en commun est :

- une initiative de la World Federation of Development Finance Institutions (WFDFI) et de l'International Development Finance Club (IDFC),
- organisé pendant le 3^e Forum de Paris sur la paix,
- organisé par l'Agence française de développement (AFD), avec le soutien :
 - des banques multilatérales de développement,
 - des associations régionales des Banques Publiques de Développement (ALIDE, AIAFD, ADFIAP, ADFIMI, AEILT, EAPB, EDFI),
 - des institutions internationales concernées (PNUD, PNUE, OCDE, Commission européenne),
 - et de la COP26, la COP15 et le Forum Génération Égalité.

“ Nous avons la responsabilité d'une reprise meilleure. Nous devons tenir nos promesses pour les humains et la planète. ”

Le secrétaire général de l'ONU
António Guterres

“ Les Banques Publiques de Développement fournissent un service unique, celui de faire le lien entre les gouvernements et le secteur privé, et de traduire les politiques nationales et internationales par des solutions locales. ”

Le président de la WFDFI
Thabo Prince Thaman

“ Les membres de l'IDFC ont collectivement mobilisé leur capacité financière et leur expertise pour apporter une réponse immédiate aux défis sanitaires à court terme ainsi que préparer un monde post-Covid-19 qui nécessitera le changement de paradigme tant attendu. ”

IDFC Chairperson
Rémy Rioux

LE SOMMET FINANCE EN COMMUN

POUR DES SOCIÉTÉS RÉSILIENTES ET RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

Le premier sommet mondial réunissant toutes les Banques Publiques de Développement aura lieu pendant le Forum de Paris sur la paix en novembre 2020. Il s'efforcera de répondre à notre besoin commun d'élaborer des nouvelles formes de prospérité en mesure de protéger le vivant (les humains et la planète) de façon résiliente.

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de la crise socio-économique qui en découle, le sommet Finance en commun mettra l'accent sur le rôle crucial des Banques Publiques de Développement (BPD) dans la réconciliation entre les réponses contracycliques à court terme et les mesures de reprise durables qui auront un impact à long terme sur la planète et les sociétés. En réunissant les BPD du monde entier, le sommet Finance en commun sera l'occasion de :

- rassembler pour la première fois les 450 banques publiques de développement, pour échanger sur leur rôle, leur ambition, et leur avenir,
- construire une nouvelle coalition d'acteurs et créer une dynamique collective visant à favoriser l'émergence d'une réponse mondiale face aux défis mondiaux,
- démontrer le potentiel des BPD à relier besoins à court terme et transformations à long terme et en redirigeant les flux financiers vers les Objectifs de développement durable (ODD).

ENCOURAGER L'ACTION COLLECTIVE

Le sommet Finance en commun aura lieu le 12 novembre 2020 pendant le Forum de Paris sur la paix, un événement annuel dédié à l'optimisation de la gouvernance globale. Le Sommet doit également contribuer aux programmes de la COP26 et du G20. Pour assurer un engagement large et efficace de toutes les parties prenantes, et à la lumière de la crise du Covid-19 et de ses conséquences, le Sommet déploiera un système innovant, exclusivement digital. En amont du Sommet, une conférence de recherche aura lieu le 10 novembre : un consortium d'institutions universitaires présentera ses travaux et ses conclusions sur les modalités d'un meilleur financement des BPD sur le long terme. Les intervenants du Sommet sont encouragés à y participer.

La réorientation de la finance mondiale vers le climat et les ODD nécessite un effort plus soutenu et mieux coordonné. Les Banques Publiques de Développement représentent une part significative de la solution.

LA CLÉ POUR METTRE EN ŒUVRE LA FINANCE DONT NOUS AVONS BESOIN POUR L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

Avec leur mandat public et leur rôle contracyclique, les Banques Publiques de Développement sont plus aptes que jamais à favoriser la réconciliation entre reprise économique et développement durable.

Les Banques Publiques de Développement ont un rôle clé à jouer dans la réorientation des modèles d'investissement existants – et la facilitation de l'accroissement de leur volume – vers le développement durable.

Il existe environ 450 Banques Publiques de Développement (BPD, aussi appelées institutions financières de développement) dans le monde. Elles agissent aux niveaux territorial, national, régional, international et multilatéral. Les BPD ont trois principaux attributs :

- Elles bénéficient de l'autonomie juridique et financière.
- Elles sont contrôlées ou soutenues par un gouvernement central ou local.
- Elles ont pour mandat public de compenser les déséquilibres du marché – en particulier en matière de financement des petites et moyennes entreprises, des infrastructures de base, des marchés financiers locaux, du logement, de la petite agriculture et du commerce régional et international – au bénéfice des entrepreneurs, des ménages ruraux et des plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

➤ Elles ne sont pas des banques commerciales, et ne proposent pas de services de gestion de comptes individuels ou de crédits à la consommation.

Le volume d'activité de ces institutions représente 2 300 milliards de dollars par an, soit 10 % du montant total investi dans le monde chaque année, sources publiques et privées confondues. Avec leur mandat public et leur rôle contracyclique, les BPD sont plus aptes que jamais à favoriser la réconciliation entre les réponses à court terme face aux crises liées au Covid-19 et les solutions pour un développement durable à long terme. Ces institutions agissent comme une "main visible" capable de mobiliser et d'orienter la finance dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons.

UN PLAN D'ACTION POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX DÉFIS

Quelle action collective faut-il mettre en place pour éviter une récession longue et faire de la reprise post-Covid-19 une reprise durable ? Comment les BPD peuvent-elles aider les économies à stimuler l'emploi à court

terme et à opérer les nécessaires transformations des secteurs à long terme ? Comment implémenter la transition vers une économie résiliente et bas-carbone ? Ces questions seront au cœur du sommet Finance en commun.

Les BPD soutiennent déjà l'action pour le climat et les Objectifs de développement durable (ODD). Elles mettent à disposition des ressources sur le long terme et concessionnelles, des programmes de partage de connaissances et d'assistance technique, et encouragent la participation du secteur privé. Dans leur effort pour s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris et des ODD, un nombre croissant de BPD appliquent de nouvelles conditions pour la distribution de leurs fonds propres. Toutefois, la réorientation de la finance mondiale vers le climat et les ODD demande un effort plus soutenu et mieux coordonné pour transformer profondément des pratiques déléteries.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES ET DURABLES

Dans un monde inondé de liquidités, il est urgent qu'émerge une coalition d'institutions financières capables de convertir les ressources publiques en projets durables sur le terrain. Une telle coordination des BPD aboutirait à la création d'un pont entre les questions de politique internationale et les solutions locales, et entre la capacité des gouvernements à définir des trajectoires de développement durable et les opportunités du secteur privé. En tant qu'institutions publiques, les BPD représentent une importante coalition d'acteurs modernes. Elles sont organisées par régions, profondément enracinées dans les économies locales et le tissu social, et constituent un soutien historique pour les banques multilatérales de développement (BMD). Elles jouent un rôle vital parmi les acteurs et sont capables de déployer une grande

variété d'outils pour compenser les défaillances du marché, mobiliser les ressources domestiques, réorienter les investissements, soutenir la mobilisation du secteur privé et promouvoir la durabilité. Les BPD sont en mesure d'apporter les financements du premier et du dernier kilomètre : elles font le lien entre les intentions politiques et les résultats sur le terrain – agissant avant, après ou en coordination avec les marchés financiers.

UNE NOUVELLE VISION POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Certaines BPD sont actives depuis des décennies déjà. Un nombre croissant de gouvernements les renforcent ou en créent de nouvelles. Leur légitimité est consolidée par une nouvelle vision pour le financement du développement – une vision qui va au-delà du cadre des investissements dans les infrastructures ou d'autres mandats traditionnels, grâce à la capacité de mobiliser les institutions gouvernementales et les marchés financiers.

Sur le terrain, les BPD peuvent favoriser les changements institutionnels et offrir les débouchés économiques indispensables à la réalisation des ODD de l'ONU. Par exemple, leur soutien financier et leur expertise auprès des gouvernements peuvent stimuler l'investissement en faveur des infrastructures sociales, notamment dans le secteur de la santé. Elles peuvent également contribuer à créer la confiance nécessaire pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

VOLUME D'ACTIVITÉ DES BPD



≈ 2 300
MILLIARDS \$
investis par an



10 %
du montant total
investi dans le monde

Sur le terrain, les BPD peuvent favoriser les changements institutionnels et offrir les débouchés économiques indispensables à la réalisation des ODD de l'ONU.

LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN BREF

Il y a environ 450 Banques Publiques de Développement (BPD) dans le monde. Où sont-elles, quels sont leurs mandats, combien engagent-elles ?

QU'EST-CE

QU'UNE BPD ?

Les Banques Publiques de Développement (BPD, aussi appelées institutions financières de développement) sont une grande famille d'institutions à l'interface entre la finance et la politique publique. Trois particularités les réunissent :

- Elles bénéficient de l'autonomie juridique et financière.
- Elles sont contrôlées ou soutenues par un gouvernement central ou local.
- Elles ont pour mandat public de faire face aux déséquilibres du marché – en particulier en matière de financement des petites et moyennes entreprises, des infrastructures de base, des marchés financiers locaux, du logement, de la petite agriculture et du commerce régional et international – au bénéfice des entrepreneurs, des ménages ruraux et des plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.
- Mais ce ne sont pas des banques commerciales, et ne proposent pas de services de gestion de comptes individuels ou de crédits à la consommation.

OÙ SONT LES BPD DANS LE MONDE ?

Répartition globale

+ 5 NOUVELLES BPD CRÉÉES EN 2019

Banco del Bienestar (Mexico)

Amérique centrale et du Sud

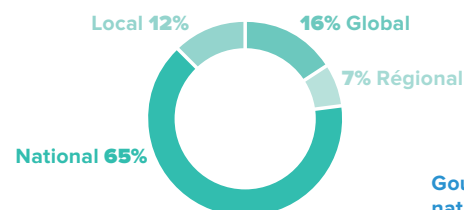
International Development Finance Corporation (DFC-US)

Amérique du Nord

LES BPD INTERVIENNENT PARTOUT

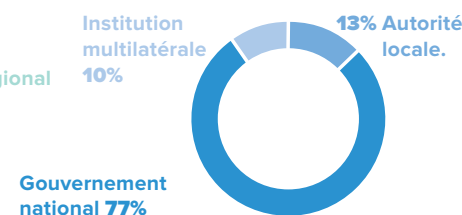
au niveau international, régional, national ou local

MANDAT GÉOGRAPHIQUE (% d'institutions)



PROPRIÉTÉ

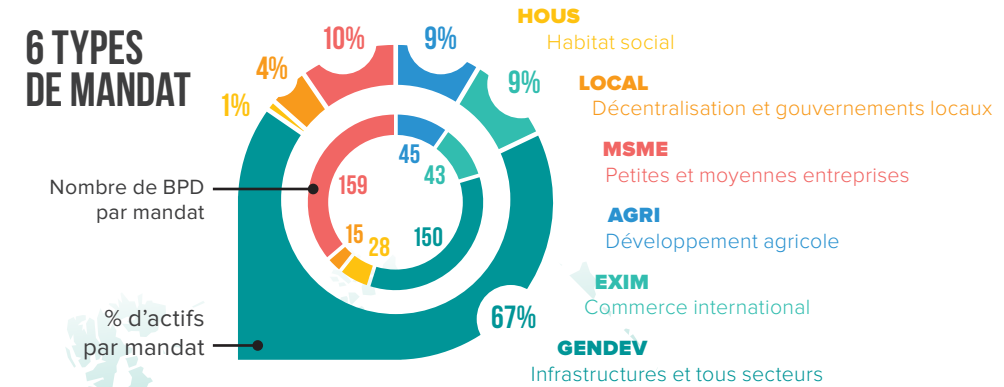
(% d'actifs par type de détenteur)



6 TYPES DE MANDAT

Nombre de BPD par mandat

% d'actifs par mandat



≈ 450 BPD dans le monde en 2019. 30% ont été créées après 2000.



11 200 MDS \$ en actifs en 2018



2 300 MDS \$ d'engagements annuels moyens, représentant environ 10% de la formation brute de capital mondiale



90% DU TOTAL DES ACTIFS (10,2 milliards \$) sont détenus par les 50 plus grandes BPD



AMAZING FACTS

- La Banque mondiale, créée en 1944 à Bretton Woods, est une référence mondiale en matière de gouvernance, de stratégie, d'efficacité et de coopération internationale.
- La China Development Bank est la plus grande BPD avec 235 milliards d'actifs en 2018.
- La Caisse des dépôts et consignations, créée en 1816, est la plus ancienne BPD.
- Avec 21 BPD, le Brésil est le pays où l'on trouve le plus grand nombre de BPD.
- La Banque européenne d'investissement, banque régionale pour l'Europe, est une référence en matière de développement des économies et des infrastructures européennes.
- La Scottish National Development Bank, dont les opérations débutent en 2020, est la plus récente des BPD.

LA MAIN VISIBLE. LES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT EN ACTION POUR LE CLIMAT ET LES ODD

Les 9-10 novembre 2020, une conférence de recherche réunira la communauté des chercheurs ainsi que des représentants des banques de développement.

Dans le contexte de la crise du Covid-19, cette conférence sera l'occasion d'échanger savoirs et éclairages pour dégager le chemin vers l'avenir.

La conférence de recherche vise à apporter des recommandations concrètes et fondées sur les faits pour informer les décideurs.

Un groupe international de chercheurs reconnus a été constitué pour appuyer les travaux du sommet Finance en commun. Ils coopéreront avec les responsables des Banques Publiques de Développement (BPD), dont des membres de l'International Development Finance Club (IDFC) et de la World Federation of Development Finance Institutions (WFDI), ainsi que d'autres parties prenantes, notamment du secteur privé. L'événement sera retransmis et les travaux publiés dans les actes de la conférence.

OUVRIR LA VOIE POUR UNE BANQUE PLUS RESPONSABLE

Le groupe de recherche présentera ses travaux et ses conclusions lors d'une conférence qui aura lieu les 9-10 novembre. Cette conférence vise à présenter des recommandations concrètes, fondées sur les faits, qui informeront les décideurs présents au Sommet, parmi lesquels les gouvernements, les banques de développement et les régulateurs. La question essentielle porte sur l'augmentation des contributions des banques de développement au plan d'action pour

le climat et les ODD. La grave crise qui affecte le monde, conséquente à la rupture provoquée par le Covid-19, ouvre la voie vers une meilleure banque, plus complète et plus responsable, pour la reconstruction de nos systèmes économiques selon un modèle plus durable.

CINQ DÉFIS CLÉS

Le groupe de recherche a pour but d'apporter des contributions clés sur :

1. L'inclusion des banques de développement dans l'architecture de la finance mondiale et l'utilisation productive de leurs différents attributs (BPD multilatérales, internationales, régionales ou locales).

2. Le business model des banques de développement. Le groupe de recherche évaluera les outils des banques de développement pour déterminer les plus aptes à maximiser leur impact sur le développement durable ; une tâche importante étant également de catalyser des fonds venant du secteur privé et de prendre en compte les différents niveaux de développement ou priorités d'un pays à l'autre.

3. Alignement avec les trajectoires à long terme pour le climat et les ODD. Un des principaux défis pour une action cohérente est de définir un cadre commun guidant tous les investissements – publics et privés, dans les économies à hauts revenus comme les autres – de tous les acteurs vers les ODD et l'Accord de Paris. Concernant l'alignement avec les ODD et parmi de nombreuses autres initiatives en cours, l'initiative menée par le PNUD et l'OCDE, mandatés par le G7, présentera ses premières conclusions à la fin 2020. L'utilisation de taxonomies solides, comme le système de classification pour les investissements durables de l'Union européenne, peut aussi servir de base pour soutenir l'investissement dans certains actifs ou l'analyse des risques climat. Les BMD et l'IDFC, engagés pour l'alignement avec l'Accord de Paris, oeuvrent également pour la création d'une méthodologie adéquate.

4. Cadres réglementaires et incitations publiques. Ces cadres seront évalués en fonction de leur capacité à proposer un ensemble d'incitations appropriées pour orienter l'activité vers le climat et les ODD.

5. Mandat et gouvernance. À l'exception des banques de développement internationales et multilatérales, très peu de banques de développement ont un mandat explicitement dédié à la question climatique et au développement durable. Les bonnes pratiques de gouvernance des banques de développement (autonomie financière, transparence, responsabilité, etc.) feront également l'objet de débats.

VISER UN EFFORT COORDONNÉ PLUS IMPORTANT

En plus du groupe de recherche, d'autres institutions ont la possibilité de participer aux conférences avec leurs propres études, reflétant leur vision du rôle que pourraient jouer les BPD en faveur d'une architecture financière efficace. Parmi ces institutions : l'IDFC, l'Overseas Development Institute (ODI) de Londres, l'OCDE/ PNUD, l'Institute for Climate Economics (ICE) de Paris, le World Resource Institute (WRI), et le Fonds vert. D'autres centres de recherche, think tanks et professionnels sont invités à participer et à présenter leurs conclusions sur le rôle que les institutions financières de développement peuvent jouer dans la réalisation des ODD. Les institutions de moindre envergure, reconnues dans leur pays d'origine, seront spécifiquement incluses. L'AFD, l'IDFC et la Fondation Ford ont confirmé leur soutien au programme de recherche.

LA PREMIÈRE BANQUE DE DONNÉES DU DÉVELOPPEMENT

Sur la base de leurs rapports annuels, la base de données sur les banques de développement publiques fournit une cartographie complète des banques de développement dans le monde grâce aux travaux de l'Institut de la nouvelle économie structurelle (INSE) de l'Université de Pékin et l'Agence française de développement (AFD).

Un travail d'analyse est en cours, utilisant ces données pour établir une typologie de ces institutions. Les premiers résultats seront partagés lors de la 14^{ème} conférence internationale de recherche « La main visible : les banques de développement en transition ».

LA MAIN VISIBLE
PROGRAMME

La 14^{ème} conférence internationale de recherche de l'AFD sur le développement, « La main visible : les banques de développement en transitions » aura lieu dans le cadre du sommet Finance en commun.

Dans le contexte de la grave crise liée au Covid-19 qui touche actuellement le monde, cette conférence portera sur la contribution essentielle des banques de développement aux objectifs de développement durable (ODD), et sur les moyens de reconstruire nos systèmes économiques de manière plus responsable et durable.



LA MAIN VISIBLE :
les banques
de développement
en transitions

13H00-15H45 (CET PARIS)
SESSIONS EN LIGNE

9 NOVEMBRE

13:00–13:05	Maître de cérémonie - Asha Sumputh
13:05–13:10	Ouverture › Rémy Rioux , directeur général de l'AFD
13:10–13:15	Keynote de Joseph Stiglitz , prix Nobel d'économie
13:15–13:30	Comprendre et définir les banques de développement Présentation de la base de données des BPD. › Jiajun Xu , Vice-Doyenne exécutive de l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'université de Pékin - INSE (Chine) › Régis Marodon , Conseiller senior finance durable à l'Agence française de développement - AFD (France)
13:30–14:30	Investissements compatibles avec les ODD : le compromis entre la relance à court terme et les impacts à long terme Modérateur: Sébastien Treyer , Directeur général de l'IDDRI (France) › Mariana Mazzucato , Professeur, University College London – UCL (UK) › Kevin Gallagher , Directeur du Global Development Policy Center, université de Boston (USA) › Friederike Köhler-Geib , Chef économiste, KfW (Allemagne) › Haje Schütte , Responsable de la division Finance du développement à l'OCDE › Leonardo Martinez-Diaz , Global Director of the Sustainable Finance Center, World Resources Institute (WRI)
14:30–14:35	Keynote de Masood Ahmed , directeur général de CGDev
14:35–15:35	Modèles économiques: mobiliser et allouer des ressources dans un contexte complexe et incertain Modératrice: Shari Spiegel , Responsable de la section Analyse des politiques & Développement, ONU DAES › Stephany Griffith-Jones , directrice Marchés financiers à l'université de Columbia (Angleterre) › Bruno Cabrillac , Directeur général adjoint des Études et des relations internationales à la Banque de France, membre de la Ferdi (France) › Sergio Gusmão Suchodolski , Directeur général de la Development Bank of Minas Gerais – BDMG (Brésil) › Nancy Lee , chargée de mission senior, CGDev (USA) – par vidéo › Serge Ekue , Président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
15:35–15:40	Discours liminaire
15:40–15:45	Synthèse - Asha Sumputh

LA MAIN VISIBLE
PROGRAMME



LA MAIN VISIBLE :
les banques
de développement
en transitions

13H00-15H45 (CET PARIS)
SESSIONS EN LIGNE

10 NOVEMBRE

13:00–13:05	Maître de cérémonie: Asha Sumputh
13:05–13:20	› Stephany Griffith Jones , directrice Marchés financiers à l'université de Columbia (Angleterre) › Jiajun Xu , Vice-Doyenne exécutive de l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'université de Pékin - INSE (Chine)
13:20–14:20	La gouvernance des BPD et le rôle de la réglementation Modératrice: Lavinia Barros de Castro , Manager à la BNDES (Brésil) › Samantha Attridge , chargée de recherche senior à ODI (Angleterre) › Ahmadou Aly Mbaye , Professeur d'Économie et de politiques publiques, et Recteur à l'université de Dakar (Sénégal) › Ulrich Hege , Professeur et Vice-président à la Toulouse School of Economics (France) › Ricardo Gottschalk , Responsable des affaires économiques, CNUCED › Emmanuelle Assouan , adjointe au Directeur Général de la stabilité financière et des opérations à la Banque de France (France) – par vidéo
14:20–14:25	Keynote de Lord Nicholas Stern
14:25–15:25	Business as usual? Remettre en question l'architecture mondiale de la finance du développement Modérateur: José Antonio Ocampo , Université de Columbia › Wencai Zhang , Vice-président de la Agricultural Development Bank of China (ADBC) › Admassu Tadesse , Président et directeur général de la Trade and Development Bank (Afrique de l'est et du sud) › Alexia Latortue , Directrice générale de la stratégie d'entreprise, BERD › Alfredo Schclarek Curutchet, chercheur associé, National Scientific and Technical Research Council (CONICET, Argentine)
15:25–15:30	Remarques finales › Thomas Melonio , Directeur exécutif Innovation, recherche et savoirs, AFD

Les Journées d'échange réuniront chercheurs, représentants des banques publiques de développement et autres parties prenantes de haut niveau dans l'objectif de formuler, sur la base de travaux de recherche, des recommandations concrètes à l'intention des décideurs.

INTERVENANTS

Masood AHMED

Président

Center for Global Development

M. Ahmed est président du Center for Global Development. Il a avant occupé au FMI les postes de directeur du Département Moyen-Orient & Asie centrale, directeur des relations extérieures, directeur adj. du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques. Il a été DG politique & affaires internationales au département du Développement international du gouvernement britannique, et économiste à la Banque mondiale où il a été vice-président, réduction de la pauvreté et gestion économique.

**Stephany GRIFFITH-JONES**

Directrice des marchés financiers, Initiative for Policy Dialogue, Université de Columbia
Professeure émérite, Institute of Development Studies, Université du Sussex

Économiste et chercheur, Stephany Griffith-Jones fournit des conseils politiques sur le secteur financier du point de vue du développement. Elle a dirigé de nombreux projets de recherche internationaux, et écrit ou édité de nombreux livres et articles, dont *The Future of National Development Banks*, co-édité avec J.A. Ocampo. Elle a conseillé des organisations internationales, dont la Commission européenne, la Banque mondiale, la BID, la BAD, des agences des Nations unies et des gouvernements.

**Régis MARODON**

Conseiller senior sur la finance durable, Agence française de développement (AFD)

Régis Marodon est conseiller spécial sur la finance durable à l'Agence française de développement (AFD). Docteur d'Université en sciences économiques, il a précédemment mené des missions de recherche pour la Banque Mondiale. À l'AFD, il a exercé des fonctions opérationnelles dans de nombreux pays africains, méditerranéens et d'Amérique Latine, et a été directeur pour l'Amérique Latine. Depuis 2016 il conseille la direction générale de l'AFD.

**Mariana MAZZUCATO**

Professeure d'économie spécialiste de l'innovation et de l'utilité publique
Institut pour l'innovation et l'utilité publique de l'University College London

Mariana Mazzucato est professeure d'économie spécialiste de l'innovation et de l'utilité publique à l'University College London (UCL) où elle est directrice fondatrice de l'Institut pour l'innovation et l'utilité publique (IIPP). Elle est l'auteur de *The Entrepreneurial State* (2013) et *The Value of Everything* (2018).

**José Antonio OCAMPO**

Professeur, Université de Columbia

José Ocampo est professeur et co-Président de l'Initiative pour le Dialogue des Politiques, université de Columbia. Il préside le comité Politique de Développement de l'ECOSOC. Il a eu de nombreux postes à l'ONU et en Colombie, dont secrétaire général adjoint aux Affaires Économiques & Sociales, secrétaire exécutif de la Commission Économique pour l'Amérique Latine & Caraïbes, Ministre des Finances, de l'Agriculture, Directeur du Bureau National de Planification de Colombie.

**Sébastien TREYER**

Directeur général, IDDRI

Sébastien Treyer est directeur général de l'Id드리 depuis janvier 2019. Il est également président du comité scientifique et technique du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et membre de la Lead Faculty du réseau Earth System Governance.

**Jiajun XU**

Vice-doyenne exécutive, Institut de la nouvelle économie structurelle de l'Université de Pékin

Jiajun Xu est professeure adjointe et vice-doyenne exécutive de l'INSE à l'Université de Pékin. Elle a travaillé aux Nations unies et à la Banque mondiale, et est secrétaire générale du GReCEST. Elle est également chercheuse au Centre de recherche sur les politiques publiques du Bureau des conseillers du Conseil d'État de la République populaire de Chine.



... et plus

LE SOMMET PROGRAMME

15H00-17H45 (CET PARIS)
SESSIONS EN LIGNE

11 NOVEMBRE

15:00–15:45	SESSION D'OUVERTURE
	Dirigeants des Banques de développement multilatérales et des réseaux régionaux de BPD
16:00–16:45	SESSION SPÉCIALE
	Mobilisation de la finance de développement pour le sport durable › Tanja Gönner , Directrice générale, GIZ › Serge Ekué , Président, Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) › Marie Sallois-Dembreville , Directrice Entreprise et Développement durable, Comité international olympique (CIO) › Amadou Gallo Fall , Vice Président et Directeur Général Afrique, National Basketball Association (NBA) › Andrew Parsons , Président du Comité international paralympique
17:00–17:45	SESSION SPÉCIALE
	État des banques vertes en 2020: un mouvement mondial en pleine croissance › Teddy Mugabo , Directeur général, RwandaGreenFund (FONERWA) › Muhammed Sayed , Spécialiste de la Finance climatique, Development Bank of Southern Africa (DBSA) › Susana Escária , Secrétaire Générale pour l'environnement et la transition énergétique, Portugal

8H30-18H00 (CET PARIS)
SESSIONS EN LIGNE

12 NOVEMBRE

08:30–9:15	HIGH-LEVEL EVENT 1
	À l'initiative des institutions européennes de financement du développement Soutenir les PME en Afrique pendant et après la crise du Covid-19 › Ifeyinwa Ugochukwu , Directeur Général, Tony Elumelu Foundation › Koen Doens , Directeur Général, Coopération internationale et développement, Commission européenne › Diane Karusisi , Directrice Générale, Bank of Kigali › Kola Masha , Directeur Général et co-fondateur, Babban Gona
09:30–10:15	HIGH-LEVEL EVENT 2
	À l'initiative du Fonds international de développement agricole Financer des systèmes agricoles durables - les Banques publiques de développement (BPD) comme catalystes de nouveaux modèles d'investissement › Maman-Lawal Mossi , Directeur général, Banque Nationale du Niger › Zhang Wencai , Vice Président, Agricultural Development Bank of China (ADBC) › Estrella "Esther" Penunia , Secrétaire générale, Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development (AFA) › Gilbert F. Hounsgbo , Président, Fonds international de développement agricole
10:15/30–11:00/15	HIGH-LEVEL PANEL 1
	Comment tirer le meilleur parti des banques publiques de développement (BPD) : des mesures pour libérer leur plein potentiel › Jutta Urpilainen , Commissaire, Partenariats Internationaux, Commission européenne › Rolf Wenzel , Gouverneur, Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) › Sri Mulyani Indrawati , Ministre des finances, Indonésie › Luiz Awazu Pereira da Silva , Directeur général adjoint, Bank for International Settlements (BIS)
10:15/30–11:00/15	HIGH-LEVEL EVENT 3
	À l'initiative du Groupe Banque africaine de développement La sécurité humaine dans les contextes fragiles : accroître les investissements humanitaires et de résilience › Peter Mauer , Président, Comité Internationale de la Croix rouge (ICRC) › Shinichi Kitaoka , Président, Japan international cooperation Agency (JICA) › Khaled Sherif , Vice Président, Développement régional, intégration et prestation de service, Groupe de la banque africaine de développement (BAD) › Katherine Garrett-Cox , PDG, Gulf International Bank › Marisa Drew , Directrice durabilité, Crédit Suisse

12 Novembre bis ...

10:15/30 –11:00/15	HIGH-LEVEL EVENT 4 À l'initiative de la Banque européenne d'investissement Leadership européen et mondial dans l'alignement de Paris: de l'engagement à l'action! › Ambroise Fayolle , Vice-Président, Banque européenne d'investissement (EIB) › Rebecca Miano , Directrice générale - Kenya Electricity Generating Company (kenGen) › Ilhame Maaroufi , Directrice financière, Société d'Aménagement Zenata (SAZ) › Javier Manzanares , Directeur adjoint, Fonds Vert
	HIGH-LEVEL PANEL 2 Financement en commun: tous les acteurs joignent leurs forces aux Banques Publique de Développement (BPD) › Werner Hoyer , Président, Banque européenne d'investissement (EIB) › Tim Adams , Président et PDG, International Institute of Finance (IIF) › Gayle Smith , Président et PDG, One Campaign
	11:30–12:30 CONFÉRENCE DE PRESSE
	HIGH-LEVEL EVENT 5 À l'initiative du groupe CDC (Royaume-Uni) Accélérer les investissements pour l'adaptation et la résilience climatiques › Nick O'Donohoe , Directeur Général, CDC Group › Ban Ki-moon , Président du Conseil d'Administration Global Center of Adaptation, 8th Secretary-General of the United Nations › Nisreen Elsaïm - Activiste Climat, UN's Youth Advisory Group on Climate Change
12:30/45 –13:15/30	HIGH-LEVEL EVENT 6 À l'initiative de la Caisse des dépôts et Consignations (CDC) Financer la relance et l'investissement responsable et durable : le rôle-clé de l'equity public › Éric Lombard , Directeur Général, Caisse des Dépôts › Odile Renaud-Basso , Présidente, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) › Hamid Tawfik , Directeur Général, CDG Capital › Giovanni Gorno Tempini , Président, Casa Depositi e Prestiti
	HIGH-LEVEL EVENT 7 À l'initiative de la Türkiye Sınai Kalkınma Bankası (TSKB) Les banques de développement comme acteurs du changement vers l'égalité des sexes › Ece Börü , Directrice générale, TSKB › Vanessa Moungar , Directrice du département genre, femmes et société civile, Groupe de la banque africaine de développement › Anne-Marie Levesque , Responsable de l'égalité des genres, FinDev Canada › Seblewongel Negussie , Spécialiste de l'égalité des genres et des questions sociales, Green Climate Fund (GCF)
	15:00–15:45
	HIGH-LEVEL EVENT 8 À l'initiative de la Banque de développement du Conseil de l'Europe Investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité › Rosa María Sánchez-Yebra Alonso , Vice-Gouverneur, Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) › Lamia Kamal-Chaoui , Directrice, centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE › Agnes Soucat , Directrice du Département Gouvernance et financement des systèmes de santé, OMS
16:00–17:30 SÉANCE PLÉNIÈRE DU SOMMET FINANCE EN COMMUN	
17:15–18 :00	HIGH-LEVEL EVENT 9 À l'initiative de la Banco de Desenvolvimento de Minas Gerais (BDMG) Financer l'action locale et les villes résilientes: le rôle des banques infranationales › Sergio Suchodolski , Président, Banco de Desenvolvimento de Minas Gerais (BDMG) › Mari Elka Pangestu , Directrice Générale de la politique de développement et des partenariats, Groupe de la Banque mondiale › Teresa Ribera , Ministre de la transition écologique, Gouvernement espagnol › Antonella Baldino , Directeur du développement international, Cassa Depositi e Prestiti (CDP)
	HIGH-LEVEL EVENT 10 À l'initiative de l'International Development Finance Club (IDFC) Reconstruire en mieux avec une économie positive pour la biodiversité › Elizabeth Maruma Mrema , Secrétaire exécutive, Convention sur la diversité biologique des Nations Unies › Mauricio J. Claver-Carone , Président, Banque inter-américaine de développement › Jennifer Morris , Directeur Général, The Nature Conservancy › Luis Carranza Ugarte , Président, CAF Banque de développement d'Amérique Latine

LE SOMMET FINANCE EN COMMUN

APERÇU DES INTERVENANTS

Søren Peter ANDREASEN

PDG d'EDFI

Søren est le PDG d'EDFI depuis 2016. Il est titulaire d'un master en politique publique de l'université de Harvard. Il a commencé sa carrière au sein du Secrétariat des Nations unies (ONU) avant de rejoindre McKinsey & Company, puis de co-fonder la société de conseil Dalberg Global Development Advisors.



Lamia Kamal-Chaoui

Directrice, centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE

Lamia Kamal-Chaoui est Directrice du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes qui dirige les travaux de l'OECD dans les domaines de la politique à l'égard des PME et de l'entrepreneuriat; développement régional, urbain et rural; statistiques infranationales; gouvernance pluri-niveaux et décentralisation, tourisme.



Dr. Diane KARUSISI

Directrice générale, Bank of Kigali

« Diane est la PDG de Bank of Kigali, la plus grande banque commerciale du Rwanda. Elle a dirigé le développement du groupe BK dans les domaines de l'assurance dommages, de la banque d'investissement et de la technologie. Elle a également occupé le poste de responsable de la stratégie et de la politique et d'économiste en chef au Bureau du Président. »



Dr. Shinichi KITAOKA

Président de l'Agence Japonaise de coopération internationale

Le Dr Shinichi Kitaoka est le président de l'Agence japonaise de coopération internationale. Avant d'occuper ce poste, il était président de l'Université internationale du Japon. Au cours de sa carrière, M. Kitaoka a occupé les postes suivants : professeur à l'Institut national supérieur



d'études politiques (GRIPS) (2012-2014), professeur à l'École supérieure de droit et de politique de l'Université de Tokyo (1997-2004, 2006-2012), ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent adjoint du Japon auprès des Nations unies (2004-2006), professeur à l'École supérieure de droit et de politique de l'Université de Rikkyo (1985-1997).

Peter Maurer

Président de ICRC

Peter Maurer est né à Thoune, en Suisse, en 1956. Il est entré dans le service diplomatique suisse en 1987 après avoir obtenu un doctorat en histoire. Après diverses missions, notamment à Pretoria, il a créé la division de la sécurité humaine au sein du Département des affaires étrangères suisse à Berne, avant de devenir le représentant du pays auprès des Nations unies à New York, où il a présidé la Cinquième Commission. En 2010, il a été nommé secrétaire d'État aux affaires étrangères, poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination à la présidence du CICR le 1^{er} juillet 2012.



Dr. Mansur MUHTAR

Vice-président de la banque islamique de développement

Le Dr. Muhtar est le vice-président de la Banque Islamique de Développement. Auparavant, il a été ministre des Finances du Nigeria, administrateur au conseil d'administration du Groupe Banque mondiale (2011-2014) et coprésident du Comité intergouvernemental d'experts des Nations unies sur le financement du développement durable (2013-2014).



Dr. Rolf Wenzel

Gouverneur, Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB)

Rolf Wenzel est Gouverneur de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) depuis 2011. Il a été réélu pour un second mandat en 2016. Avant de rejoindre la CEB, M. Wenzel était Directeur général de la Politique des marchés financiers au Ministère fédéral des finances allemand. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de la Ruhr à Bochum, ainsi que d'une maîtrise en économie et économétrie de l'Université de Hambourg.



... et plus

MOBILISER UNE NOUVELLE COALITION MONDIALE

En lançant ces défis à une nouvelle communauté mondiale dotée d'une plus grande capacité d'agir et en promouvant une action collective durable, le sommet Finance en commun cherche à contribuer de manière significative au succès de la "Décennie d'action" du secrétaire général de l'ONU.

Résultats attendus pour les Banques Publiques de Développement (BPD) après le Sommet et au-delà :

➤ **Présentation d'une vue d'ensemble des actions des BPD**, décrivant le rôle de la finance internationale et domestique, publique et privée, dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et de développement durable. Un article ou une série d'articles présentant le rôle et le business model des Banques Publiques de Développement, leur gouvernance, leurs responsabilités, leurs opérations et leur impact, sera publié pendant le sommet, avec les contributions d'autres partenaires présentant leur vision du rôle que les BPD peuvent jouer dans une architecture financière efficace.

➤ **Une déclaration commune de l'ensemble des BPD** affirmant leur volonté de contribuer activement à la relance tout en s'alignant sur les principes d'une finance durable et d'incorporer dans leur stratégie, leurs normes fondamentales et leur analyse d'impact, les objectifs de l'Accord de Paris, de la Convention sur la diversité biologique et de l'Agenda 2030. De plus, la déclaration témoignera des progrès réalisés.

TIRER LE MAXIMUM DE NOTRE ÉLAN

Dans le cadre du Forum de Paris sur la paix, dont la raison d'être est de proposer des solutions pratiques de gouvernance et de donner plus d'envergure aux projets, le sommet Finance en commun est l'occasion d'annoncer des mesures concrètes et des initiatives innovantes. Le Forum donnera lieu à un appel à projets spécifique focalisé sur la réponse opérationnelle à la crise du Covid-19, et les BPD sont invitées à soumettre des projets. Les donateurs peuvent aussi voir le Sommet comme une opportunité d'annoncer des initiatives pour soutenir et inciter à l'alignement des BPD avec les ODD.

À terme, le sommet Finance en commun pourrait aussi se poser comme une tribune pour les déclarations individuelles de chefs d'État et de gouvernement, et d'autres parties prenantes, notamment du secteur privé et de la société civile, qui souhaiteraient présenter leurs engagements concrets en vue d'ajuster leur mandat et de soutenir l'action de leurs BPD en faveur du climat et des ODD. En rassemblant et en mettant au défi une nouvelle communauté mondiale dotée d'une plus grande capacité d'agir et en promouvant l'action collective continue, le sommet Finance en commun cherche à contribuer de manière significative au succès de la "Décennie d'action" du Secrétaire général de l'ONU.

LISTE DES SIGNATURES ET PRINCIPALES ANNONCES

Trois annonces pour mettre en lumière le rôle concret des banques publiques de développement dans des secteurs clefs : la lutte contre les inégalités basées sur le genre, la protection du climat, et le soutien aux PME en Afrique.

ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES PMES EN AFRIQUE

La déclaration sur les PME en Afrique réunit plusieurs membres européens, parmi lesquels, en plus de Proparco et de l'AFD, la DEG (Allemagne), la CDC (UK) et des institutions non européennes.

La déclaration porte essentiellement sur un montant total mobilisé par ces institutions entre 2020 et 2022 pour venir en appui aux PME africaines pendant la crise Covid et renforcer leur résilience.

La déclaration insistera sur l'importance pour les IFD signataires de se mobiliser pour le continent africain et de soutenir les PME en Afrique, lesquelles représentent le principal gisement d'emplois et levier de développement des pays africains.

ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DE GENRE

La déclaration additionnelle sur l'égalité entre les femmes et les hommes vise à montrer le rôle essentiel des banques de développement dans le financement de l'ODD 5. L'égalité entre les femmes et les hommes est un pilier indispensable d'un développement soutenable. Pour cela, les banques de développement signataires de la déclaration s'engageront au Sommet Finance en Commun, et jusqu'au Forum génération égalité à travailler sur les axes prioritaires suivants :

- L'augmentation du financement des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes ;
- L'intégration des enjeux de genre dans leurs engagements en matière de climat et de biodiversité ;
- Le renforcement du dialogue avec les acteurs engagés dans la lutte contre les inégalités entre les sexes et en particulier avec la société civile.

La signature de cette déclaration est une première étape. Des groupes de travail seront constitués et présenteront les engagements concrets pris en matière de financement de l'égalité entre les femmes et les hommes lors du Forum Génération égalité en 2021.

ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA PROTECTION DU CLIMAT ET L'ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS

EDFI Climate and Energy Statement, représenté par Søren Peter Andreasen, PDG de EDFI

Reconnaissant la nécessité d'aligner les flux de capitaux privés avec les objectifs de développement durable d'ici 2030 et de l'Accord de Paris dans les pays en développement, les 15 membres d'EDFI exposeront lors de ce HLE leurs ambitions communes pour le climat et la transition énergétique. En 2019 les 15 EDFI ont investi plus de 1.75 milliards d'euros de financement « climat » dans les pays en développement atteignant un portefeuille consolidé de 10.3 milliards d'euros. En vue de la COP 26, et alors que les pays du monde entier s'efforcent de contribuer à une relance économique durable, les nouveaux engagements des membres EDFI serviront d'exemple aux investisseurs et financeurs des marchés émergents.

À terme, le Sommet pourrait aussi devenir une tribune pour les déclarations individuelles de chefs d'État et de gouvernement.

PROJET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE BANCOLDX



Grâce aux technologies basses émissions, les secteurs industriels et de services pourraient grandement réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Il existe cependant des obstacles empêchant le passage à l'échelle de ces investissements. Le modèle économique développé par ce projet permet de surmonter ces difficultés.

CONTEXTE

Les obstacles les plus courants sont le manque de confiance dans le volume des économies réalisées grâce aux projets d'efficacité énergétique, le faible niveau de connaissance des avantages de l'EE et des équipements efficaces. En outre, les investissements dans l'EE sont perçus comme des opérations coûteuses et à haut risque par les entrepreneurs.

DESCRIPTION

Le programme d'assurance pour les économies d'énergie (ESI), offre des outils financiers et non financiers qui cherchent à minimiser les obstacles mentionnés ci-dessus. Le modèle comprend **4 composantes** :

- 1) Lignes de crédit concessionnelles;
- 2) Assurance couvrant la différence entre les économies prévues et effectivement réalisées;
- 3) Certificat pour valider la capacité technique du projet à générer les économies d'énergie attendues;
- 4) Modèle d'accord de performance, entre le bénéficiaire et le fournisseur de technologie qui formalise la promesse d'économies d'énergie;

Ces instruments ont permis d'améliorer considérablement la confiance des différents acteurs du marché dans les investissements en matière d'efficacité énergétique, en garantissant, lors de l'exécution, de l'évaluation et de l'établissement des rapports, non seulement des normes communes validées, mais aussi la prise en compte des erreurs de lecture de l'impact des projets.

IMPACTS ATTENDUS

À la fin mai 2019, le programme ESI en Colombie a atteint un total de **42 projets et investissements d'environ 23 millions de dollars, soit une réduction de 38 GWh/an** et une **économie de 7000 tonnes de CO₂/an**, ce qui montre que le modèle proposé contribue efficacement à surmonter les obstacles identifiés.

PAYS
COLOMBIE
DATE DU PROJET
2017

SECTEURS CONCERNÉS
SECTEUR DES SERVICES

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT
38 GWH/AN RÉDUIT
7.000 TONNES CO₂/AN ÉVITÉ

PARTENAIRES PRINCIPAUX
IDB

MONTANT TOTAL
23.000.000 USD



Un membre de
IDFC International Development Finance Club

PROJET USINE DE DESSALEMENT D'AGADIR



Les partenariats public-privé sont un mécanisme innovant qui offre l'opportunité de lever des fonds privés pour atteindre les objectifs de développement durable. En tant que banque publique de développement, au service de l'économie marocaine, **la CDG a développé le premier PPP dans le secteur du désalement au Maroc**. Avec cette initiative, la CDG souhaite améliorer la résistance de Souss Massa face aux effets du réchauffement climatique en garantissant un accès à l'eau tout en créant de nouvelles opportunités en termes d'emploi dans le secteur agricole.

CONTEXTE

Ce projet, premier en son genre, à grande échelle, a été lancé une fois que toutes les parties prenantes ont reconnu l'importante diminution des stocks d'eau dans la région de Souss Moussa. Une usine de dessalement commune, projet estimé à 400M USD\$, permet de répondre aux besoins en irrigation des agriculteurs et en eau pour les habitants.

DESCRIPTION

CDG Capital a joué un rôle essentiel dans la réalisation du projet d'usine de dessalement d'Agadir.

Après la publication d'un appel d'offres international par ONEE, CDG Capital infrastructures a agi en tant que conseiller pour le fonds en equity Infra Maroc, dans la structuration du projet.

CDG Capital Infrastructures et l'opérateur industriel privé Abengoa ont travaillé ensemble pour répondre à l'appel d'offres et développer le projet, qui a impliqué d'évaluer les risques, afin de canaliser les investissements privés vers le financement d'infrastructures d'utilité publique. Durant la phase de structuration du projet, puis lors des négociations et enfin de la construction, CDG Capital Infrastructures s'est chargé de faire le lien avec les investisseurs d'InfraMaroc et

les divers opérateurs impliqués dans le projet (clients, co-investisseurs, construction...)

Enfin, lors de la clôture du projet en 2018, CDG Capital a pris en main, avec d'autres banques commerciales, le consortium qui a fourni le financement nécessaire à la réalisation du projet.

IMPACTS ATTENDUS

Fournir un service d'eau à une région en manque d'une telle ressource permet de diminuer les problèmes d'hygiène et de santé. De plus, le projet va créer des opportunités économiques pour plus de 3000 exploitants agricoles de la région, avec l'utilisation de plus de 15000 hectares de nouvelles terres. La réduction de la pression sur les ressources fragiles que représentent les nappes phréatiques est un objectif clef du projet, qui vise également à augmenter la résistance de la région au stress hydrique. Le projet a été conçu sur la base d'un partenariat efficace entre la CDG, le secteur privé, le ministère de l'agriculture, les services nationaux de distribution d'eau et les agriculteurs.

PAYS
MAROC

ANNÉE DE FINALISATION DU PROJET
2021

SECTEURS CONCERNÉS
INDUSTRIE
ACCÈS À L'EAU

INDICATEURS D'IMPACT DE DÉVELOPPEMENT
BÉNÉFICIAIRES :
1.2 MILLION D'UTILISATEURS D'EAU ET 3 000 AGRICULTEURS

PRINCIPAUX PARTENAIRES :
ABENGOA (SECTEUR PRIVÉ)
BANQUES COMMERCIALES LOCALES

MONTANT TOTAL DU FINANCEMENT:
USD 400,000,000



Un membre de
IDFC International Development Finance Club

PROJET LE PREMIER SOMMET MONDIAL DES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

San José, la capitale du Costa Rica, subit une augmentation des embouteillages et de la pollution de l'air. L'électrification du système de transport est au cœur de l'ambitieuse stratégie de lutte contre le changement climatique du Costa Rica, qui produit la majeure partie de son électricité à partir d'énergies renouvelables.

CONTEXTE

La grande zone urbaine de San José (la GAM, pour son acronyme en espagnol) est la principale zone métropolitaine du Costa Rica et concentre 60 % de la population du pays. Un ancien système ferroviaire a été partiellement réhabilité mais moins de 0,1 % des trajets sont effectués sur ces trains lents à moteur diesel. Les embouteillages en ville ont considérablement augmenté et la vitesse des véhicules a diminué, ce qui a entraîné une hausse des émissions de CO₂ et de la consommation de carburant, tout en diminuant la productivité du pays.

DESCRIPTION

Le projet prévoit la mise en place d'un train électrique de passagers le long de l'axe Centre-Est-Ouest de la GAM. Il circulera sur l'emprise existante du système ferroviaire national entre les villes de San José, Cartago, Alajuela et Heredia (qui font toutes parties de la GAM). Ce projet vise à transformer le système ferroviaire à voie unique existant, obsolète, polluant et de faible capacité, en un système ferroviaire moderne, écologique et de grande capacité. Le train électrique sera composé de 3 lignes d'une longueur totale de 74,4 km : il reliera Alajuela à Atlántico avec une ligne de 21,5 km de long ; Atlántico à Paraíso sur 27,3 km et Ciruelas à Atlántico sur 25,6 km. La durée du trajet en train d'Alajuela à Paraíso (49 km) serait d'environ 80 minutes. 42 stations sont prévues le long des 3 lignes.

IMPACTS

Le transfert des passagers des véhicules privés et des bus vers le train électrique entraîne une réduction significative des émissions. Le train électrique favorise également les opérations de développement axées sur le transport en commun et l'intermodalité du dernier kilomètre sans émission. Les trajets sont donc moins nombreux et plus courts, et l'utilisation des moyens de transport non motorisés, notamment le vélo, le scooter électrique et la marche, est renforcée. Dans l'ensemble, l'introduction du train électrique de passagers entraîne une évolution majeure vers un système de transport urbain de passagers à faible émission de carbone dans la GAM.



PAYS / ZONE
D'INTERVENTION
COSTA RICA/SAN JOSÉ

DATES DU PROJET
2019-2025

SECTEURS CONCERNÉS
TRANSPORT

INDICATEURS D'IMPACT
SUR LE DÉVELOPPEMENT

**RÉDUCTION DES
ÉMISSIONS DE CO₂ DE
2 453 273 DE TONNES
CRÉATION DE
462 EMPLOIS FIXES
(22 % DE FEMMES)**

MONTANT DU PROJET
**550 MILLIONS
DE DOLLARS
(PRÊT SOUVERAIN)
821,2 MILLIONS
DE DOLLARS
(INVESTISSEMENT PRIVÉ)**

PRINCIPAUX PARTENAIRES
**FONDS VERT POUR
LE CLIMAT (GCF)
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**



CABEI

Un membre de





Finance en Commun

Le 1^{er} sommet mondial des Banques Publiques de Développement

CONTACTS PRESSE

✉ press@financeincommon.org

Audrey Malmenayde

+33 6 76 93 11 45

✉ audrey.malmenayde@tbwa-corporate.com



Finance en Commun

Le 1^{er} sommet mondial des Banques Publiques de Développement

financeincommon.org

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU SOMMET

🐦 @FinanceInCommon
#FinanceInCommon2020

✉ contact@financeincommon.org



FORUM
de PARIS
sur la PAIX

parispeaceforum.org

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU FORUM

f i t y i n M

@ParisPeaceForum
#ParisPeaceForum2020

✉ contact@parispeaceforum.org

Partenaires médias du sommet Finance en Commun



devex THE CONVERSATION
Do Good. Do It Well.™